

## “Le relativisme dans lequel nous vivons...”

Conversation avec Alain Finkielkraut

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/580>  
DOI : 10.4000/hommesmigrations.580  
ISSN : 2262-3353

**Éditeur**

Musée national de l'histoire de l'immigration

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 novembre 2011  
Pagination : 100-110  
ISSN : 1142-852X

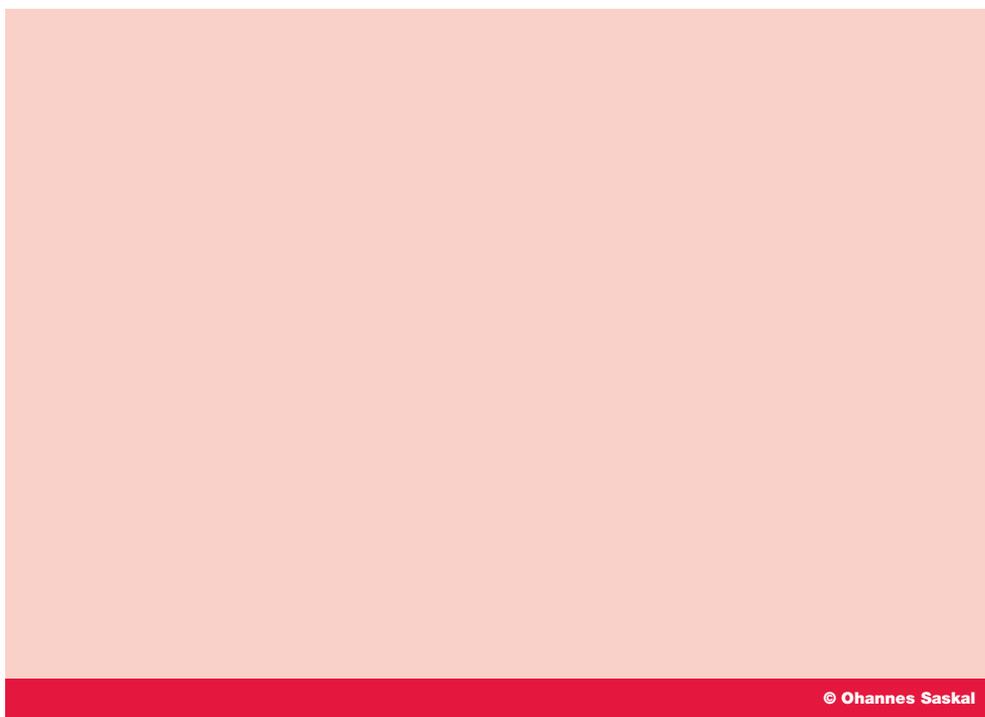
**Référence électronique**

« “Le relativisme dans lequel nous vivons...” », *Hommes & migrations* [En ligne], 1294 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/580> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.580

---

# “Le relativisme dans lequel nous vivons...”

**Conversation avec Alain Finkielkraut<sup>(1)</sup>**



© Ohannes Saskal

Cette rencontre s'est déroulée, le 5 décembre 2011, dans les locaux du HCI. Elle s'inscrit dans le cadre d'auditions régulièrement programmées en vue de la rédaction d'un rapport, à paraître dans le courant de l'année 2012, sur la question de "l'intégration culturelle".

L'entretien réunissait autour de la table des membres du HCI<sup>(2)</sup> et de notre revue<sup>(3)</sup>. Nous remercions le HCI de nous autoriser à en reproduire les principaux passages.

## **HCI : Pouvez-vous nous dire ce que vous avez retenu de la lecture du rapport du Haut Conseil à l'intégration sur l'école?**

**Alain Finkielkraut :** La lecture de ce rapport sur les défis de l'intégration à l'école permet de mesurer l'ampleur de la mutation qu'a connue la France en l'espace de quarante ans. Nous n'avons pas "fait la révolution", mais une révolution a bien eu lieu, dont nous faisons les frais aujourd'hui, et dont nous essayons tant bien que mal de gérer les conséquences.

Pascal Lainé, dans un bref roman autobiographique paru en 1971, *L'Irrévolution* (Paris, Gallimard), présente un professeur de philosophie qui nous raconte sa vie d'enseignant dans un lycée technique du Nord. Son narrateur est imbu des idéaux du mois de mai 1968 et se désespère de "*l'exaspérante docilité*" de ses élèves : "*Les voilà résignés, à tout ce que je peux faire ou ne pas faire. Ils se sont adaptés, ils arrivent même à tirer des notes de mon charabia. Prendre des notes : la seule chose dont ils ne démordent pas. Or c'est cela l'important, obtenir qu'ils ne prennent plus de notes et pareillement qu'ils discutent, qu'ils me discutent, ces notes qu'ils prennent, qu'ils prennent indifféremment, quelque bêtise qu'il me passe par la tête. C'est la marque, c'est le signe convenu, c'est l'acceptation de la sujétion. Que faire pour qu'ils se révoltent contre moi, car c'est en se révoltant contre moi seulement qu'ils auront appris quelque chose de moi.*"

Que cette plainte nous paraît lointaine et luxueuse ! Comme le montre bien le rapport du HCI sur l'école, ce qui désespère aujourd'hui les professeurs, ce n'est pas la passivité de leurs élèves, c'est l'agitation et la révolte grandissante contre certains enseignements. Pour les besoins d'une émission de télévision<sup>(4)</sup>, je suis retourné dans l'école primaire de mon enfance. J'ai été frappé, en arrivant, de voir une carte du monde affichée au mur, constellée de drapeaux de nombreux pays, avec cette légende : "Je suis fier de venir de..." J'ai perçu ici une transformation substantielle : l'école de mon enfance qui scolarisait des enfants d'immigrés – dont j'étais – prenait soin de les accueillir dans une langue et une histoire communes à tous, celles de notre pays. Nulle mise en exergue, alors, de ce qui distinguait les élèves, nulle survalorisation des différences, mais au contraire la volonté de rassembler et d'unir. "*Pour des générations d'enfants d'immigrés la remise en question de l'histoire ne s'est pas posée. La formule bien connue de 'Nos ancêtres les Gaulois', aujourd'hui considérée comme assimilatrice, était conçue comme un moyen d'intégrer dans une même histoire des écoliers venus de pays différents*"<sup>(5)</sup>.

Puis, tout a changé. Ainsi écrivez-vous : "*Trois questions provoquent des situations de tension dans certains établissements : l'enseignement des faits religieux, l'extermination des juifs d'Europe, le Proche-Orient.*" On pourrait en ajouter une quatrième, la décolonisation, notamment la guerre d'Algérie, et même une cinquième, les États-Unis. "*La vision du monde qui semble s'opérer est binaire : d'un côté, les opprimés, victimes de l'impérialisme des Occidentaux, et ce depuis les temps les plus reculés, et, de l'autre, les oppresseurs, les Européens et Américains blancs, pilleurs des pays du tiers monde. Cette vision*

*fantasmée sert d'explication à l'histoire du monde et de justification aux échecs personnels.*"

Cette philosophie, ainsi résumée, porte un coup fatal à l'un des principes de base du progressisme que résume une formule du président Mao : "On a toujours raison de se révolter." Je crois que non, on n'a pas toujours raison de se révolter : il y a des révoltes révoltantes, il y a des valeurs, des idéaux et des héritages qui méritent d'être défendus contre l'indignation qu'ils suscitent.

Il est intéressant de lire dans le rapport que ce vague héritage du tiers-mondisme trouve parfois des échos au sein même du corps enseignant. Il y a là, en effet, dans le monde enseignant, des héritiers de la critique des héritiers, des professeurs qui, à tout prendre, préfèrent ce type de contestation à "l'exaspérante docilité" dont se désolait l'*alter ego* de Pascal Lainé, et qui vont même jusqu'à lui donner une certaine légitimité, voire une caution intellectuelle.

J'ai découvert dans ce rapport l'ampleur de cette étrange révolution. Une révolution qui est dans l'idée même de révolution : la révolution est l'apothéose de la volonté, or nous n'avons pas voulu cette révolution. J'ai été aussi sensible au choix du HCI qui, dans ce rapport à la fois descriptif et prescriptif, opte résolument pour Péguy contre Bourdieu. Il s'agit de ne pas céder. Le rapport recommande la suppression de l'enseignement des langues et cultures d'origine, pour jouer la carte de l'intégration, défendre résolument cette culture contre l'indignation dont elle peut être l'objet, défendre la laïcité de la manière la plus claire et défendre, enfin, les principes contre la négociation universelle. Tout n'est pas négociable.

Cependant, je m'interroge sur d'autres mesures qui sont préconisées, ainsi que sur certaines hésitations du rapport. Prenons l'exemple de l'évaluation : à l'évaluation dite "sommativ", le rapport préfère une évaluation formative, plus sécurisante. Or l'école n'est pas un lieu sécurisant, elle ne peut pas l'être. L'insouciance, c'était avant l'entrée à l'école ; on entre, à l'école, dans le souci : on se pose des questions sur soi-même, on a peur des contrôles. Il y a un moment où l'évaluation ne peut être que sommative et je ne comprends pas cette hésitation du rapport, pas plus que je ne comprends la critique simultanée du redoublement et du passage automatique dans la classe supérieure.

Il faudrait savoir : si l'on est contre l'automatisme, alors cela veut dire que l'on est pour le redoublement. Ce n'est pas parce qu'en Finlande il n'y a pas de redoublement que nous allons cesser d'être nous-mêmes pour devenir finlandais. Les problèmes que connaît l'école française ne sont pas identiques à ceux que peut connaître la Finlande, du fait même de ce qui est dit dans le rapport sur la contestation de l'enseignement de l'histoire : c'est un type de contestation lié à une immigration que ne connaît pas la Finlande. Bien qu'elle ne soit pas dans le rapport, "l'obsession finlandaise" est ambiante et ne devrait pas dicter les mesures à suivre mais, au contraire, inciter à prendre des distances à son égard.

Pour conclure, j'ajouterais que la vraie question n'est pas posée dans le rapport. Les difficultés que l'on rencontre à l'école et que vous énoncez sont très grandes : or, est-ce qu'on peut avoir une chance de les résoudre, si l'immigration continue au rythme actuel ? L'afflux continu d'immigrés peut pousser à se dire qu'on n'y arrivera pas, mais est-ce que le HCI peut recommander quelque chose en cette matière ? En lisant le rapport, on est amené à se poser cette question.

**HCI : Cette question est abordée dans le second rapport du HCI, *La France sait-elle encore intégrer les immigrés* ?**

**A. F. :** Très bien. Une autre question que l'on peut se poser est celle, très délicate, de la mixité sociale. Le rapport recommande une forme de mixité sociale. On a envie d'être pour, mais il faut prendre acte des politiques d'évitement aujourd'hui, analysées par de nombreux sociologues, avec des conclusions différentes. Éric Maurin, dans *Le Ghetto français* (Paris, Seuil, 2004), qui se situe dans l'idéologie de "La République des idées", mène une enquête sur le séparatisme social. Il affirme que ce séparatisme social ne concerne pas uniquement les bourgeois et les prolétaires, mais se manifeste de la manière la plus forte à l'intérieur des classes populaires.

Pour combattre ce séparatisme, Éric Maurin préconise une réforme de l'école : si les parents déménagent, le plus souvent c'est pour mettre leurs enfants dans des écoles peut-être plus exigeantes et sélectives, où il n'y a pas une majorité d'immigrés et où la contestation décrite dans le rapport n'a pas lieu. D'après Maurin, il faudrait donc faire en sorte que l'école ne soit plus anxiogène, en interdisant le redoublement et en bannissant l'échec, en réduisant la culture commune, avec des programmes moins lourds et plus concrets. Ainsi, les parents ne seraient pas tentés de mettre leurs enfants dans de meilleures écoles parce que – c'est là ma conclusion personnelle – elles seraient toutes aussi mauvaises.

Le géographe Christophe Guilly fait le même diagnostic dans son livre *Fractures françaises* (Paris, Bourin, 2010). Mais son interprétation est tout à fait différente. C'est quand les Français autochtones ont perdu le statut de référent et de prescripteur culturel qu'ils décident de s'en aller et de vivre non plus "au-delà du périphérique" mais "au-delà de la banlieue".

Le rapport du HCI dit aussi que les problèmes ne sont pas les mêmes pour l'immigration venue d'Afrique subsaharienne ou du Maghreb, et pour l'immigration venue d'Asie du Sud-Est. Le rapport parle de mixité sociale, alors même qu'il reconnaît qu'il s'agit d'un problème culturel.

Ainsi, si le problème existe tel que le rapport le décrit, comment imaginer que des parents puissent souhaiter une mixité qu'ils ont décidé de fuir pour le bien de leurs enfants, alors même que, en dernière analyse, on reconnaît qu'elle n'est pas une mixité sociale ?

**HCI : En ce qui concerne l'évaluation, la contradiction n'est qu'apparente. Le problème est celui de la démocratisation de l'école. Si l'on amène toute une classe d'âge au collège, se posent les questions de l'échec scolaire et de l'école élitiste.**

**On se retrouve avec une toute petite élite et une masse d'élèves qui ne feront pas Polytechnique, ni Normale Sup'. L'évaluation sommative, destinée à repérer l'élite, ne fonctionne pas, ou fonctionne uniquement pour ceux qui s'en sortiront, tandis que tous les autres seront voués au sentiment d'échec. La perspective de connaissances et de compétences acquises au terme d'un parcours scolaire, communes au plus grand nombre, est encore devant nous.**

**L'école aujourd'hui fait peur aux familles, et particulièrement aux familles immigrées. Ouvrir l'école aux parents leur permettrait de mieux appréhender son fonctionnement et les obligations qu'elle implique. Cela est particulièrement important pour ceux dont le rapport à l'école est problématique, qu'ils soient originaires d'Afrique subsaharienne ou d'Afrique du Nord.**

**En ce qui concerne la critique du redoublement et du passage automatique, notre position n'était pas a priori établie. Le collège du HCI n'était pas unanime. Nous avons trouvé un compromis en défendant la continuité de l'évaluation sommative tout en maintenant l'idée, en phase avec le ministère de l'Éducation nationale qui veut diminuer le nombre de redoublements, que le seul redoublement n'est pas suffisant pour contrer l'échec scolaire. D'après les statistiques, un enfant redoublant sera toujours moins performant qu'un enfant qui est passé dans la classe supérieure. Le redoublement non personnalisé, sans projet particulier pour l'enfant, ne sert à rien.**

**Enfin, sur la politique de mixité, il faut être optimiste. Les gens fuient des problèmes d'ordre culturel, lorsqu'ils sont massifs : le peuple français ne fuit pas une population en particulier, mais le trop-plein d'une population, sa concentration. C'est lorsque la majorité devient minorité que la norme culturelle n'existe plus.**

**A. F. :** Cet optimisme doit aller de pair avec une politique d'immigration beaucoup plus stricte. Comme le montrent Christophe Guilly et Michèle Tribalat, cela est lié au changement de nature des migrations, passées de l'immigration individuelle à l'immigration de populations, de l'immigration de travail à l'immigration familiale. Ce changement a conduit à la concentration, la concentration conduit à son tour au *white flight*, à ce séparatisme territorial. On n'en voit pas la fin.

Ce que je remets en cause, c'est la terminologie utilisée dans le rapport. Le rapport est en soi un défi à la "bien-pensance", mais il fait tout de même une petite concession, peut-être inévitable compte tenu du terrain très mouvant sur lequel nous sommes : on parle de mixité sociale pour dissimuler la réalité d'une divergence culturelle, voire d'une confrontation.

L'intégration culturelle ne va plus de soi. Cela me paraît lié – même si sans doute les raisons en sont multiples – à la mauvaise conscience européenne, mauvaise conscience post-hitlérienne et post-coloniale. Je n'ai pas lu le livre qui a obtenu le prix Goncourt cette année. J'ai essayé. J'en ai lu 50 pages et des questions de style, essentiellement, m'en ont détourné. Je ne peux donc pas en parler. Ce dont toutefois je peux parler, c'est du symptôme. Peut-être ce livre a-t-il toutes les qualités requises pour obtenir un prix littéraire ; il n'en reste pas moins qu'il a été célébré aussi pour des raisons idéologiques : enfin la France regarderait en face son passé colonial ! Et son passé colonial, c'est sa pourriture coloniale ! Ainsi peut-être, grâce à ce grand travail d'expiation, où le lien est fait entre la Deuxième Guerre mondiale et la guerre d'Algérie, serait-il possible pour les Français de se réaffirmer en tant que tels.

Il y a là deux mises en cause simultanées. D'une part, on remet en cause l'appartenance nationale, car la nation a mené au nationalisme, qui à son tour a provoqué en Europe les deux désastres de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale : affirmer son identité nationale revient à créer des distinctions et, de la distinction à la discrimination, l'engrenage est fatal. D'un autre côté, on remet en cause aussi le grand universalisme européen, car celui-ci est obscurci, ou compromis, par les conquêtes coloniales : au nom de l'universalisme, on a pu justifier – comme Sartre le disait – la prédation et le pillage.

Dans le best-seller *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* (Fécamp, Nouvelles Éditions Lignes, 2007), Alain Badiou dit : "*Les étrangers nous apprennent au moins à devenir étrangers à nous-mêmes, à nous projeter hors de nous-mêmes, assez pour ne plus être captifs de cette longue histoire occidentale et blanche qui s'achève et dont nous n'avons plus rien à attendre que la stérilité et la guerre. Contre cette attente catastrophique, sécuritaire et nihiliste, saluons l'étrangeté du matin.*" De l'assimilation de l'autre, on passe à la rédemption par l'autre, d'où le double statut de la notion d'identité. C'est un des mystères de notre temps. D'une part, nous ne devons pas faire front sur notre identité, car le discours identitaire, romantique d'abord, a été discrédité par le racisme. D'autre part, nous devons accueillir toutes les identités marquées du sceau de la différence. Ainsi, si l'universalisme n'est plus praticable, et l'identité nationale non plus, ce qui est praticable, et souhaité par un grand nombre d'intellectuels, c'est la mise en place d'une sorte de France procédurale, où toutes les identités – régionale, ethnique, sexuelle – seraient les bienvenues... sauf l'identité nationale. D'un côté, le concept de Français de souche est frappé d'opprobre, de l'autre côté

l'ascendance lointaine est digne de considération et d'éloge : on tient les uns pour des fils de personne – et on les tient à l'œil – au moment même où l'on honore la généalogie des autres. Cela caractérise l'idéologie, la doxa intellectuelle d'aujourd'hui. Pour preuves, que l'on considère le débat, mort-né, sur l'identité nationale, ou encore celui, très vif, qui a entouré la difficile création d'une Maison d'histoire de France. Selon Vincent Duclert, historien et biographe de Dreyfus, *“ce n'est pas d'une Maison de l'histoire de France dont ce pays a besoin, mais d'un Musée de l'histoire en France”*. La France ne doit plus être un contenu – ce que le HCI écrit dans son rapport –, un roman national (histoire de France), mais un contenant (histoire en France). Ainsi aura-t-elle tiré les leçons de son histoire doublement criminelle, celle du colonialisme et de la collaboration. La promotion de la diversité devient l'ardente obligation de nos sociétés démocratiques.

Le lancement du débat sur l'identité nationale avait été entouré d'une multitude de précautions de la part du gouvernement : en janvier 2010, par exemple, à La Courneuve, Éric Besson, à l'époque ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement, déclarait : *“La France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion : c'est un conglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble. Il n'y a pas de Français de souche, il n'y a qu'une France de métissage.”*

En guise d'identité, il célébrait une coquille vide. Mais, en dépit du fait qu'il avait montré patte blanche, et en raison de l'emploi du mot fatal, fasciste, d'“identité”, l'intelligentsia s'est mobilisée et le débat a été arrêté net.

On ne peut pas parler d'identité nationale au moment même où le concept d'identité est l'objet, avec la diversité, d'un grand regain de faveur : il s'agit de dépouiller la nation de toute velléité identitaire pour la remplir d'identités hérétiques, minoritaires ou exogènes. Voilà la situation particulière dans laquelle nous sommes. On mène aujourd'hui les combats d'hier, on croit défier le fascisme, alors que l'on affaiblit la France au moment où, face à des indignations indignes, à des révoltes révoltantes, il faudrait la défendre.

**HCI : Cela est symptomatique de ce que nous vivons : faire valoir les différences, a fortiori dans l'école, un lieu symbolique qui doit rassembler, est totalement antinomique avec sa mission et ce que les instituteurs faisaient par le passé.**

**En ce qui concerne la culture française, la question la plus problématique est celle de sa définition : il faudrait savoir si, alors que l'on demande aux étrangers de manifester leur accord et leur adhésion aux valeurs politiques françaises, par leur signature de la charte des droits et devoirs du citoyen français, ces seules valeurs politiques suffisent à faire la culture. On retrouve la question du “roman national” contesté, ou encore**

**des critiques à la laïcité. On voit par là que les seules valeurs politiques, qui permettent le vivre ensemble, ne suffisent pas, finalement, à faire peuple. C'est la distinction entre les Lumières et les romantiques : le fait de vivre dans l'universel ne permet pas à l'homme de se penser dans son peuple. Sur la laïcité, cette tension est plus vive qu'ailleurs.**

**A. F. :** J'ai lu le résumé du rapport de Gilles Kepel sur "Les banlieues de la République", où il fait état de l'incompréhension de son auditoire devant les lois sur la laïcité, notamment celle portant sur l'interdiction des signes religieux à l'école. À la laïcité, on oppose l'argument des deux poids, deux mesures : notre calendrier des fêtes repose sur un certain nombre de fêtes chrétiennes, la chrétienté continue de rythmer la vie collective, ainsi il n'y a pas de raison de se focaliser sur l'islam. Ne s'agit-il pas, aussi facilement qu'on le dit aujourd'hui, de la deuxième religion de France ?

C'est sans doute une vérité statistique et sociologique, mais certainement pas une vérité historique. Or la sociologie ne doit pas faire taire l'histoire. Cela renvoie au débat entre les Lumières et les romantiques : nous, les Français, avons tendance à nous représenter nous-mêmes comme des hommes des Lumières, mais le défi de l'intégration nous conduit, presque malgré nous, à une sorte de réhabilitation du romantisme. Si nous célébrons des fêtes chrétiennes sans être chrétiens, cela est dû à notre histoire : notre histoire est aussi notre code, et il peut devenir celui d'autrui. Nous ne pouvons pas faire abstraction de notre histoire, car ce qui nous tient ensemble, ce ne sont pas uniquement des valeurs.

Une autre raison, peut-être, vient de ce que nous ne pouvons plus croire en l'universalité de nos valeurs. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, il y a eu un grand affrontement intellectuel entre deux paradigmes historiques : d'un côté se trouvait Francis Fukuyama qui, avec la fin du communisme, parlait de la fin de l'histoire, c'est-à-dire d'une adhésion de la majorité des êtres humains aux valeurs de la démocratie et de l'économie de marché. De l'autre côté se tenait Samuel Huntington qui, au moment où s'éteignaient les grandes querelles idéologiques, voyait venir le choc des civilisations. Sans forcément adhérer aux thèses de Fukuyama, nous avons voulu donner tort à Huntington, et pourtant les exemples démocratiques que nous avons sous les yeux ne peuvent que redonner vie à la question qu'il pose.

Si l'aspiration démocratique se traduit par un désir d'islam dans les pays musulmans, qu'allons-nous pouvoir répondre ? Nous sommes renvoyés à considérer nos valeurs et la démocratie telles que nous les concevons comme une particularité. La civilisation européenne – et la civilisation française en son sein – ne sont pas destinées à convertir le monde. En même temps, justement, peut-être devons-nous les aimer et les défendre en tant que civilisations particulières, là où elles sont nées. C'est une autre façon de renouer avec le romantisme, presque à notre corps défendant.

**HCI : De plus en plus de Français de souche européenne estiment que la cause de tous les malheurs d'aujourd'hui réside dans la Révolution française et la République qui a suivi ; celles-ci auraient déraciné les gens de leurs valeurs profondes. C'est là un motif d'inquiétude, car cela voudrait dire que l'on peut, une nouvelle fois, glisser vers le nationalisme dans toute son horreur. Les gens sont de plus en plus désemparés ; le divorce se creuse entre ce que veulent les élites et la réalité du peuple. Comment gérer un possible retour du religieux chez des peuples qui pensent que la République est une coquille vide ?**

**A. F. :** Je ne crois pas la France menacée par un retour du religieux. La France et l'Europe sont sorties définitivement de la religion. Cette sortie s'est opérée, et visiblement nous sommes confrontés au choc non pas des civilisations, mais des temporalités. Il n'en est pas de même partout dans le monde, et ce qui est vrai de la civilisation européenne ne l'est pas nécessairement du monde arabo-musulman. C'est la raison pour laquelle on peut légitimement se montrer inquiet de ce qui se passe aujourd'hui à la suite du Printemps arabe.

On entend dire – et moi-même j'ai un peu réfléchi en ces termes – qu'il ne faut pas être pressé, car la Révolution française elle-même a connu des soubresauts terribles avant que ne s'établisse une République pacifique et modérée. Certes, il y a eu des retours en arrière, mais ces soubresauts en France étaient provoqués par une fureur laïque : le processus d'émancipation a voulu aller trop loin et trop vite. Du passé on a voulu faire table rase, folie de la rupture ! Or ce qui se passe dans le monde arabo-musulman est d'un tout autre ordre : on s'enracine dans la tradition et c'est la religion que l'on invoque. On a un extrême rejet de la religion dans un cas, et un extrémisme religieux dans l'autre cas : il est peut-être plus facile de sortir du rejet extrême de la religion pour fonder la démocratie, que de faire découler la démocratie de l'extrémisme religieux. Là, il y a une différence civilisationnelle considérable.

Lorsque, en Europe, on voit les manifestations d'intégristes religieux contre telle manifestation ou telle pièce de théâtre, il s'agit de crispations résiduelles, de personnes qui ont perdu la partie et veulent un peu de reconnaissance face à une société qui s'est complètement émancipée des valeurs et des dogmes religieux. L'ignorance est aujourd'hui généralisée : cette religion meurt d'incroyance et d'ignorance. La France était un pays catho-laïque, comme l'a dit Edgar Morin, or presque rien ne subsiste de ce catho-laïcisme, on n'y est plus guère attaché que de manière rituelle.

**HCI : Vous valorisez le romantisme, la nation et l'histoire nationale. On nous dit qu'on était dans une culture dominante, qui désormais ne l'est plus, et que l'on est face à une autre culture identitaire très forte, beaucoup plus forte et beaucoup plus intégratrice que la nôtre. Que faudrait-il**

**mettre ou revaloriser au sein de notre culture, pour qu'elle soit à nouveau dominante ou, du moins, attractive ?**

**Vous parlez de l'école, et Gilles Kepel aussi, dans son travail sur les banlieues, place l'école au cœur des enjeux. Que peut-on mettre derrière cette culture qui pourrait de nouveau être dominante, être valorisée ? Que trouve-t-on, par exemple, dans les programmes de quatrième, en histoire-géographie ? On y passait déjà peu de temps sur les romantiques, sur la III<sup>e</sup> République, le fondement des États-nations, l'affaire Dreyfus, etc. Avec les nouveaux programmes, nous allons devoir y consacrer moins de temps encore.**

**A. F. :** Les nouveaux programmes en histoire sont saisissants. Les manuels de cinquième s'ouvrent sur l'islam, avec une description idyllique des conquêtes. En revanche, les pages consacrées à l'Église sont très sévères, et la monarchie absolue se voit consacrer moins de pages que l'islam. Lorsque l'on voit cela, l'on constate qu'il s'agit de défaire le roman national pour mieux accueillir les immigrés, dans une optique qui est celle de la reconnaissance.

L'obsession actuelle de l'Occident est celle d'une politique de la reconnaissance : les identités doivent pouvoir s'affirmer et être reconnues. La connaissance de notre trésor et patrimoine national passe après la reconnaissance de ceux qui viennent : plus on les reconnaît, plus on leur présente – sous une forme améliorée – leur histoire, plus l'on croit être assuré de leur bonne volonté. Cela est très malheureux et à cela s'ajoutent, par ailleurs, des réformes de procédure qui vont dans le sens d'une marginalisation de la transmission même à l'école.

Par exemple, le ministre de l'Éducation nationale souhaite aujourd'hui que les professeurs ne soient plus évalués par l'inspecteur d'académie, mais par le chef de l'établissement. Les évaluations par l'inspection d'académie portaient sur le contenu, l'inspecteur étant un spécialiste de la discipline. Désormais, les critères retenus sont tout autres, comme l'investissement dans le projet de l'établissement, les relations avec les parents d'élèves, la capacité du travail d'équipe, la capacité de tenir une classe sans faire de vagues, les résultats des élèves, ce qui revient à élever les notes artificiellement pour ne pas apparaître comme un mauvais professeur. Voilà ce qui va être noté aujourd'hui. Il y a aussi le slogan, partagé par la droite et la gauche, de la réussite pour tous à l'école : cela signifie que l'échec scolaire n'est rien d'autre que l'échec de l'école, et jamais l'échec de l'élève.

Avant de savoir ce que l'on met dans la culture, il faut savoir quel est le statut qu'on lui donne : est-ce un mouvement vers quelque chose, une construction, ou est-ce un droit, voire un dû ? Si l'on considère qu'il s'agit d'un dû, en cas d'échec on peut se dire que cette culture n'a pas été fournie et, étant donné que l'école en porte la responsabilité, on a le droit de se retourner contre elle, et de porter plainte. On voit d'ailleurs

nombre de parents d'élèves porter plainte contre le redoublement ; pour ces derniers, l'école est clairement responsable des difficultés de leur enfant.

### **HCI : Peut-on vivre durablement sur un territoire sans en partager les principes ?**

**A. F. :** Étant pessimiste, je crois, comme Guilly, que le séparatisme va s'aggraver. En même temps, je ne crois pas qu'il faille mettre en cause simplement l'immigration, car il y a aussi les processus, analysés par Tocqueville, internes à nos sociétés, et notamment une sorte de fureur égalitaire qui a mis à mal l'édifice scolaire. L'école n'est pas fondée sur la démocratie, mais sur la dissymétrie ; or il y a un moment où la démocratie ne veut plus rien entendre de la dissymétrie.

L'école est fragilisée, et le relativisme dans lequel nous vivons, le nihilisme même, ne vient pas de l'immigration. En quelque sorte, les problèmes se superposent.

D'un côté, il y a cette sécession de plus en plus dangereuse. Je ne sais où cela nous conduira, ni comment y porter remède. D'un autre côté, il y a ce vide culturel dans lequel entre la société française tout entière, qui devient post-culturelle, post-littéraire et post-nationale. ■

### **Notes**

1. Alain Finkielkraut est philosophe, professeur à l'École polytechnique. Depuis *La Défaite de la pensée* (Gallimard, 1987), il est l'auteur de nombreux livres où les questions de culture et de transmission – le rôle à cet égard de la littérature –, de rapport à la tradition et au progrès, de mémoire et d'histoire, constituent le cœur de son interrogation. Parmi les derniers ouvrages parus : *L'Explication*, conversation avec Aude Lancelin et Alain Badiou (Fécamp, Nouvelles Éditions Lignes, 2010) ; *Un cœur intelligent* (Paris, Stock-Flammarion 2009) ; *Et si l'amour durait* (Paris, Stock-Flammarion, 2011). Depuis 1987, il anime l'émission *Répliques*, le samedi matin sur France Culture.
2. Suzel Anstett, Caroline Bray, Sophie Ferhadjian et Claire Séréro, chargées de mission ; Benoît Normand, secrétaire général ; Malika Sorel et Alain Seksig, membres du collège du HCI.
3. Nicolas Treiber, secrétaire de rédaction.
4. Émission *Empreintes* "Alain Finkielkraut, l'imparfait du présent", de Ilana Cicurel, réalisation de Cathie Levy, diffusée sur France 5 le 30 mai 2010.
5. Rapport du Haut Conseil à l'intégration, *Les Défis de l'intégration à l'école*, mars 2011.